

# 7.

## Bourses, chambres de compensation, organismes d'autorégulation et autres entités réglementées

---

- 7.1 Avis et communiqués
  - 7.2 Réglementation de l'Autorité
  - 7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
  - 7.4 Autres consultations
  - 7.5 Autres décisions
-

## 7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

## 7.2 RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

### 7.3. RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION, DES OAR ET D'AUTRES ENTITÉS RÉGLEMENTÉES

#### 7.3.1 Consultation

Aucune information

#### 7.3.2 Publication

Objet : Aequitas Innovations Inc.  
Bourse NEO Inc.  
Demande de dispense

Vu la demande sous examen coordonné complétée par Aequitas Innovations Inc. et la Bourse NEO Inc. (les « demanderesses ») visant à obtenir une dispense de l'obligation de déposer des états financiers annuels audités dans les 90 jours suivant la fin de leur exercice financier et déposée auprès de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la « CVMO ») à titre d'autorité principale et auprès des autorités en valeurs mobilières de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, du Québec et de la Saskatchewan conformément à l'*Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires* (la « dispense demandée »);

Vu le paragraphe 4.2(1) du *Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché, RLRQ*, c. V 1.1, r. 5 (le « Règlement 21-101 ») portant sur le dépôt d'états financiers annuels audités;

Vu les déclarations des demanderesses, notamment :

1. Les demanderesses sont reconnues à titre de bourse en Ontario depuis le 1<sup>er</sup> mars 2015;
2. Les demanderesses sont dispensées d'être reconnues à titre de bourses en Alberta, en Colombie-Britannique, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick, au Québec et en Saskatchewan depuis le 1<sup>er</sup> mars 2015;
3. Les demanderesses ont maintenu et mis à disposition des ressources suffisantes pour assurer l'achèvement en temps voulu des audits pour leur exercice financier se terminant le 31 décembre 2021. Toutefois, en raison des circonstances liées à la pandémie, les demanderesses ont été informées que les ressources d'audit disponibles ne seraient pas en mesure d'assurer l'achèvement de l'audit pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2021 dans le délai de dépôt de 90 jours;
4. Les demanderesses ne sont pas en défaut de respecter les lois qui leur sont applicables;

Vu l'article 15.1 du Règlement 21-101;

Vu l'article 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu l'analyse effectuée par la Direction de l'encadrement des activités de négociation et sa recommandation d'accorder la dispense demandée du fait qu'elle ne porte pas atteinte à l'intérêt public.

En conséquence, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde la dispense demandée aux conditions suivantes :

1. Les demanderesses fourniront une copie des états financiers non audités dans un format substantiellement définitif à la CVMO et à l'Autorité d'ici le 31 mars 2022;
2. Les demanderesses fourniront une copie des états financiers audités à la CVMO et à l'Autorité d'ici le 31 mai 2022 ou la date à laquelle le conseil d'administration des demanderesses se réunira pour approuver les états financiers et autres sujets, selon la première de ces deux dates; et
3. Les demanderesses identifieront, le cas échéant, chaque changement entre les états financiers non audités dans une communication accompagnant le dépôt des états financiers audités.

La présente décision prendra effet à compter de la date du document de décision émis par l'autorité principale.

Fait le 15 mars 2022.

Elaine Lanouette  
Directrice principale de l'encadrement des activités de marché et des dérivés

DÉCISION N° 2022-DPEMD-0002

## 7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

## 7.5 AUTRES DÉCISIONS

### DÉCISION N° 2022-PDG-0018

#### **Décision générale relative à la dispense de certaines des obligations de diffusion publique de données qui sont prévues par le Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés**

Vu le paragraphe 3 de l'article 39 du *Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés*, RLRQ, c. I-14.01, r. 1.1 (le « Règlement 91-507 »), qui prévoit qu'un référentiel central reconnu doit mettre à la disposition du public, sans frais, des rapports sur les données relativement à chaque opération conformément aux dispositions de l'Annexe C de ce règlement;

Vu la rubrique 7 de l'Annexe C du Règlement 91-507, qui prévoit qu'un référentiel central reconnu doit diffuser l'information figurant dans le Tableau 1 de cette annexe 48 heures après l'heure et la date indiquées dans le champ « Horodatage de l'exécution » de l'opération;

Vu l'article 21 du Règlement 91-507, qui oblige les référentiels centraux reconnus à établir, à mettre en œuvre, à maintenir et à appliquer des procédures, des systèmes et des contrôles adéquats pour relever toutes les sources plausibles de risque opérationnel afin d'en atténuer l'incidence autant que possible;

Vu la nécessité pour les référentiels centraux reconnus d'effectuer périodiquement ou ponctuellement des travaux de maintenance, des essais et des mises à jour de leurs systèmes (collectivement, les « travaux de maintenance ») afin de se conformer à l'article 21 du Règlement 91-507;

Vu les travaux de maintenance planifiés par les référentiels centraux reconnus qui sont effectués généralement les fins de semaine, les jours fériés et après les heures normales d'ouverture, de manière à permettre aux usagers de prévoir les temps d'arrêt des systèmes;

Vu les travaux de maintenance non planifiés qui peuvent être effectués à l'occasion par les référentiels centraux reconnus;

Vu l'incapacité des référentiels centraux reconnus, lors de travaux de maintenance, de diffuser conformément au paragraphe 3 de l'article 39 du Règlement 91-507 certaines données qui leur sont communiquées relativement à chaque opération 48 heures après l'heure et la date indiquées dans le champ « Horodatage de l'exécution » de l'opération;

Vu la décision n° 2017-PDG-0069 prononcée le 9 mai 2017 [(2017) B.A.M.F., vol. 14, n° 18, section 7.5] par laquelle l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») dispense, aux conditions qui y sont prévues, tout référentiel central reconnu de l'obligation prévue au paragraphe 3 de l'article 39 du Règlement 91-507 lorsque le référentiel central effectue des travaux de maintenance;

Vu la décision n° 2017-PDG-0069 qui cessera de produire ses effets le 31 mars 2022;

Vu la demande des référentiels centraux reconnus de prolonger les effets de la décision n° 2017-PDG-0069 compte tenu de l'intention de l'Autorité de publier pour consultation un projet de règlement modifiant le Règlement 91-507 qui, s'il était mis en œuvre, permettrait aux référentiels centraux reconnus de diffuser certaines données qui leur sont communiquées relativement à chaque opération au-delà du délai de 48 heures actuellement prévu lorsque le référentiel central effectue des travaux de maintenance;

Vu l'article 86 de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01 (la « LID »), selon lequel l'Autorité peut, aux conditions qu'elle détermine, dispenser un dérivé, une personne, un groupement de personnes,

une offre ou une opération de tout ou partie des obligations prévues par la LID, lorsqu'elle estime que cette dispense ne porte pas atteinte à l'intérêt public;

Vu l'article 99 de la LID, selon lequel l'Autorité peut, selon les modalités et aux conditions qu'elle détermine, prendre une décision ayant une portée générale ou particulière et pouvant s'appliquer spécifiquement à toute matière relevant de sa compétence en vertu de la LID;

Vu l'analyse de la Direction principale de l'encadrement des activités de marché et des dérivés ainsi que la recommandation du surintendant des marchés de valeurs d'accorder la présente dispense au motif qu'elle ne porte pas atteinte à l'intérêt public;

En conséquence :

L'Autorité dispense tout référentiel central reconnu de l'obligation prévue au paragraphe 3 de l'article 39 du Règlement 91-507 de mettre à la disposition du public des rapports sur les données qui lui sont communiquées relativement à chaque opération déclarée en vertu de ce règlement 48 heures après l'heure et la date indiquées dans le champ « Horodatage de l'exécution » de l'opération.

La présente dispense est accordée aux conditions suivantes :

1. Le référentiel central reconnu ne peut se conformer à l'obligation prévue au paragraphe 3 de l'article 39 du Règlement 91-507 en raison de travaux de maintenance périodique ou imprévue;
2. Le référentiel central reconnu met à la disposition du public, sans frais, les données relatives à chaque opération conformément au paragraphe 3 de l'article 39 du Règlement 91-507, dès que cela est techniquement possible suivant l'achèvement des travaux de maintenance.

La présente décision prend effet le 1<sup>er</sup> avril 2022 et cessera de produire ses effets à la première des dates suivantes :

1. la date de l'entrée en vigueur de toute modification apportée au Règlement 91-507 relativement au sujet visé par la présente décision;
2. la date à laquelle la présente décision est révoquée.

Fait le 22 mars 2022

Louis Morisset  
Président-directeur général